



World Food Programme  
Programme Alimentaire Mondial  
Programa Mundial de Alimentos  
برنامج الأغذية العالمي

## Conseil d'administration

Session annuelle

Rome, 10-14 juin 2019

---

Distribution: générale	Point 8 de l'ordre du jour
Date: 10 mai 2019	WFP/EB.A/2019/8-A/1
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

---

### Plan stratégique de pays — Arménie (2019-2024)

Durée	1 <sup>er</sup> Juillet 2019-30 juin 2024
Coût total pour le PAM	27 928 197 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité femmes-hommes*	3

\* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

### Résumé

En avril et mai 2018, une série de manifestations pacifiques connue sous le nom de "révolution de velours" a entraîné un changement de pouvoir politique en Arménie, et le nouveau Gouvernement a promis de vastes réformes dans de nombreux domaines. Les récentes élections ont affermi la transition politique et montré que la population avait bon espoir que le Gouvernement tiendrait ses promesses de réforme. Malgré les progrès enregistrés au niveau macroéconomique et la mise en œuvre de réformes structurelles au cours des dix dernières années, la croissance a été faible et inégalement répartie dans le pays, et la hausse de la dette de l'État a créé des difficultés budgétaires qui ont gêné l'exécution des programmes nationaux de protection sociale et ont poussé de nombreux Arméniens à émigrer en quête de travail. Bien que le pays ait fait des progrès considérables sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable dans des domaines tels que la santé maternelle et infantile, l'accès à un approvisionnement en eau sûr et fiable, et l'apport de services d'assainissement améliorés en zone urbaine, il doit faire davantage pour réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Cette dernière, qui touche 16 pour cent de la population en Arménie, émane principalement d'un problème d'accès aggravé par la pauvreté, par les inégalités entre les sexes et par des facteurs géographiques. La malnutrition, qui se traduit

---

#### Coordonnateurs responsables:

M. M. Hadi  
Directeur régional  
Moyen-Orient, Afrique du Nord, Europe orientale  
et Asie centrale  
courriel: muhannad.hadi@wfp.org

Mme J. Milosevic  
Responsable du bureau de pays  
courriel: jelena.milosevic@wfp.org

notamment par des taux élevés de retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans, est une source d'inquiétude, de même que le surpoids et l'anémie, en particulier chez les femmes en âge de procréer. Le manque de données est un obstacle majeur dans la lutte contre la malnutrition en Arménie et davantage doit être fait pour élargir la base de données probantes nécessaire aux activités ciblées et à dimension nutritionnelle.

L'alimentation scolaire est l'activité phare du PAM en Arménie. Le PAM a collaboré avec le Gouvernement et ses partenaires pour mettre au point un modèle complet d'alimentation scolaire et le transfert des responsabilités du programme au Gouvernement a commencé en 2014. Dans le cadre du présent plan stratégique pour 2019-2024, le PAM ne se contentera pas de continuer à aider le Gouvernement pour assurer un transfert sans heurt du programme d'alimentation scolaire, il s'attachera aussi à élaborer un modèle novateur et plus durable fondé sur la production locale, qui permettra de fournir aux écoliers des repas plus nutritifs et profitera aux communautés vulnérables. À la demande du Gouvernement et en coopération avec ses partenaires et les organismes ayant leur siège à Rome, le PAM étendra l'appui technique fourni au Gouvernement à des domaines importants définis comme problématiques lors de l'examen stratégique national, notamment la génération de données probantes pour guider les activités de nutrition et de préparation aux situations d'urgence.

Dans cette perspective, le présent plan stratégique de pays a prévu deux effets directs stratégiques:

- *Effet direct stratégique 1:* Les populations vulnérables, notamment les écoliers, ont accès à une nourriture suffisante et nutritive toute l'année.
- *Effet direct stratégique 2:* D'ici à 2024, les politiques, programmes et systèmes nationaux sont renforcés et améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition des groupes ciblés.

Ces effets directs stratégiques contribuent directement aux résultats stratégiques 1 et 5 du PAM ainsi qu'aux objectifs de développement durable 2 – améliorer l'accès à la nourriture –, 17 – renforcer les capacités des gouvernements –, et 4 – assurer une éducation de qualité. Le PAM aidera le Gouvernement arménien à garantir une éducation inclusive et équitable, à améliorer les moyens d'existence des personnes vulnérables et à fournir des informations et des données probantes sur la nutrition, en offrant à chacun des chances équitables et un accès égal aux ressources. Le plan stratégique pour l'Arménie est conforme aux priorités définies lors de l'examen stratégique national de 2018 et à celles de la stratégie de développement de l'Arménie pour 2014-2025, qui privilégie la valorisation du capital humain et l'amélioration de la protection sociale, ainsi qu'aux buts du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2016-2020 pour l'Arménie.

## **Projet de décision\***

Le Conseil approuve le plan stratégique pour l'Arménie (2019-2024) (WFP/EB.A/2019/8-A/1), pour un coût total pour le PAM de 27 928 197 dollars É.-U.

---

\* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

## 1. Analyse de la situation

### 1.1 Contexte national

1. L'Arménie est un pays enclavé à revenu intermédiaire de la tranche supérieure<sup>1</sup> qui compte 3 millions d'habitants; c'est aussi un importateur net de produits alimentaires. En mai 2018, un nouveau gouvernement<sup>2</sup> est arrivé au pouvoir et a annoncé qu'il allait entreprendre de vastes réformes pour renforcer la transparence de la gouvernance publique et la responsabilisation, endiguer la corruption et consolider l'état de droit, l'égalité entre les sexes et les droits de la personne<sup>3</sup>. L'Arménie souhaite promouvoir le développement économique et étendre ses activités pour devenir une économie davantage axée sur les services; pour ce faire, elle concentre son action sur la modernisation et les technologies de l'information et sur la réduction des inégalités de genre dans les domaines économique et technologique.
2. L'Arménie est l'un des pays de toute l'Asie centrale et du Caucase parmi les plus exposés aux catastrophes naturelles – sécheresses, chutes de grêle, inondations et glissements de terrain, entre autres. Les changements climatiques ont une incidence sur la fréquence et l'intensité de ces phénomènes et peuvent compromettre considérablement la productivité agricole, avec des pertes estimées entre 7 et 14 pour cent pour tous les types de produits agricoles<sup>4</sup>. Située dans l'une des régions les plus actives au monde sur le plan sismique, l'Arménie perd en moyenne, selon les estimations, 3 pour cent de son produit intérieur brut (PIB) en raison des tremblements de terre, et des inondations sur une période de 25 ans pourraient occasionner une réduction de 6 pour cent du PIB, voire plus<sup>5</sup>.
3. L'insécurité alimentaire touche 16 pour cent de la population, avec une prévalence plus élevée parmi les familles nombreuses pauvres et les ménages dirigés par des chômeurs (les femmes étant autant affectées que les hommes et les retraités étant légèrement plus exposés)<sup>6</sup>. L'insécurité alimentaire s'explique principalement par un problème d'accès à des aliments nutritifs et plus particulièrement un manque de moyens financiers, une faible rentabilité de la production agricole, des disparités économiques et des inégalités entre les sexes, de faibles perspectives d'emploi et des mesures de sensibilisation et d'éducation insuffisantes en matière de nutrition. La malnutrition est un réel problème en Arménie, où prévaut le double fardeau de l'insuffisance pondérale et du surpoids, notamment chez les enfants de moins de 5 ans<sup>7</sup>.

---

<sup>1</sup> Banque mondiale. 2018. *Nouvelle classification des pays en fonction de leur revenu: actualisation 2018-2019*. Disponible à l'adresse: <https://blogs.worldbank.org/opendata/fr/nouvelle-classification-des-pays-en-fonction-de-leur-revenu-actualisation-2018-2019>.

<sup>2</sup> Bien qu'au moment de la rédaction (janvier 2019), le nouveau Gouvernement ne soit pas encore au complet, 30 des 132 nouveaux membres du parlement sont des femmes.

<sup>3</sup> *SDG Implementation Voluntary National Review (VNR) Armenia: Report for the UN High-Level Political Forum on Sustainable Development*. 2018. Disponible à l'adresse: [https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19586Armenia\\_VNR\\_2018.pdf](https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19586Armenia_VNR_2018.pdf).

<sup>4</sup> PAM, Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Service national de la statistique de la République arménienne. 2016. *Armenia Comprehensive Food Security, Vulnerability and Nutrition Analysis*, révisé en décembre 2017. Disponible à l'adresse: <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000020456/download/>

<sup>5</sup> Banque mondiale. *Armenia: Required Resilience to Natural Disasters in the Urbanization*. Disponible à l'adresse: <http://www.worldbank.org/en/events/2016/01/19/drmhubtokyo-armenia-national-disaster-risk-management-program-launch>

<sup>6</sup> PAM, Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Service national de la statistique de la République arménienne. 2016. *Armenia Comprehensive Food Security, Vulnerability and Nutrition Analysis*, révisé en décembre 2017. Disponible à l'adresse: <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000020456/download/>

<sup>7</sup> *Reflections and Recommendations of the 2017 National Strategic Review of Food Security and Nutrition*. Janvier 2018. Disponible à l'adresse: [https://www.un.am/up/library/NSR\\_ExSum\\_2018-01-11-ENG.pdf](https://www.un.am/up/library/NSR_ExSum_2018-01-11-ENG.pdf)

4. Près d'une personne sur trois vit au-dessous du seuil de pauvreté. Les femmes et les filles représentent 57 pour cent des pauvres et les enfants de moins de 18 ans sont encore plus vulnérables, leur taux de pauvreté atteignant 34,2 pour cent (36,1 pour cent chez les filles et 32,4 pour cent chez les garçons)<sup>8</sup>. En dépit des avancées économiques enregistrées au cours des dix dernières années, de nombreux Arméniens (essentiellement des hommes) quittent leur pays chaque année pour trouver de quoi gagner leur vie ailleurs, ce qui se traduit par des responsabilités accrues pour les femmes dans la gestion des ménages et une dépendance financière plus forte à l'égard des envois de fonds. On a calculé que ces envois représentaient plus de 75 pour cent des revenus des ménages en situation d'insécurité alimentaire<sup>9</sup>.
5. En 2017, l'Arménie se classait au 83<sup>ème</sup> rang sur 189 pays selon l'indice de développement humain<sup>10</sup> et au 97<sup>ème</sup> rang sur 144 pays selon le Rapport sur l'écart entre les sexes dans le monde. Le pourcentage de femmes et de filles âgées de 15 à 64 ans au sein de la population active était de 59,6 pour cent en 2017, contre 77,7 pour cent pour les hommes et les garçons<sup>11</sup>. Les perspectives d'emploi sont limitées et les inégalités qui persistent entre les sexes restreignent d'autant les possibilités pour les femmes d'accéder à des ressources économiques et à un travail décent, ce qui, au bout du compte, ralentit le développement socioéconomique de l'Arménie et la progression du pays vers l'élimination de la faim. En outre, le rapport de masculinité à la naissance est favorable aux garçons, avec 110 garçons pour 100 filles en 2017, ce qui témoigne d'une grave discrimination à l'encontre des femmes<sup>12</sup>. Bien que cette proportion soit en diminution, la structure démographique va se trouver transformée, ce qui aura une incidence grave sur les dynamiques du mariage au cours des décennies à venir.

## 1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

### **Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2**

6. Les transformations politiques récentes en Arménie devraient avoir un effet positif sur la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD). En juillet 2018, le Gouvernement a présenté de sa propre initiative un examen national portant sur les progrès accomplis dans plusieurs secteurs, tels que la santé maternelle et infantile, un approvisionnement en eau sûr et fiable, et des services d'assainissement améliorés en zone urbaine. Toutefois, les progrès restent lents ou mitigés dans d'autres domaines, comme la réduction de la pauvreté, le niveau d'instruction (en raison du taux d'abandon élevé dans le secondaire), l'égalité des sexes, l'utilisation efficiente de l'eau et des systèmes d'irrigation, les questions environnementales, notamment la déforestation et la dégradation des terres,

---

<sup>8</sup> Service national de la statistique. 2017 *Social Snapshot and Poverty in Armenia*. Disponible à l'adresse: <https://www.armstat.am/en/?nid=82&id=1988>

<sup>9</sup> PAM, Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Service national de la statistique de la République arménienne. 2016. *Armenia Comprehensive Food Security, Vulnerability and Nutrition Analysis*, révisé en décembre 2017. Disponible à l'adresse: <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000020456/download/>

<sup>10</sup> Programme des Nations Unies pour le développement. 2018. *Human Development Indices and Indicators: 2018 Statistical Update*. Disponible à l'adresse: [http://hdr.undp.org/sites/default/files/2018\\_human\\_development\\_statistical\\_update.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/2018_human_development_statistical_update.pdf)

<sup>11</sup> Forum économique mondial. 2017. *The Global Gender Gap Report, 2017*. Disponible à l'adresse: [http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_GGGR\\_2017.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_GGGR_2017.pdf)

<sup>12</sup> *SDG Implementation Voluntary National Review (VNR) Armenia: Report for the UN High-Level Political Forum on Sustainable Development*. 2018. Disponible à l'adresse: [https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19586Armenia\\_VNR\\_2018.pdf](https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19586Armenia_VNR_2018.pdf)

l'accès aux services d'assainissement en zone rurale et l'introduction de pratiques durables de production et de consommation<sup>13</sup>.

7. *Accès à la nourriture.* Les résultats relativement bons enregistrés par le secteur agricole depuis 2001 ont permis de renforcer l'autosuffisance pour les principaux produits alimentaires et, plus généralement, la disponibilité alimentaire. La production intérieure couvre environ 66 pour cent de l'apport énergétique total par personne<sup>14</sup>. Toutefois, le pays est encore fortement tributaire des importations pour ses disponibilités alimentaires, s'agissant notamment des céréales et de la viande.
8. Les personnes qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté – les filles et les garçons, les chômeurs et les personnes employées dans le secteur informel, les familles nombreuses, et les ménages dirigés par une femme –<sup>15</sup> sont les plus exposées à l'insécurité alimentaire et à la sous-alimentation. Les zones rurales sont plus menacées par l'insécurité alimentaire que les zones urbaines. Bien que la sécurité alimentaire soit une priorité pour le Gouvernement, les politiques destinées à la renforcer ne définissent ni les groupes de population les plus vulnérables, ni les localités où l'accès à la nourriture est limité. Il est donc difficile de fournir un appui stratégique et ciblé qui puisse éliminer la faim et la malnutrition.
9. *Mettre fin à la malnutrition.* Il est ressorti de l'enquête démographique et de santé portant sur la période 2015-2016 que 4,2 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffraient d'émaciation (5,0 pour cent des filles et 3,6 pour cent des garçons), tandis que 13,6 pour cent étaient en surpoids (14,5 pour cent des garçons et 12,7 pour cent des filles)<sup>16</sup>. Le pourcentage de surpoids chez les enfants est plus élevé en zone rurale (16,4 pour cent) qu'en zone urbaine (11,5 pour cent). Parmi les enfants âgés de 6 à 23 mois, seul un sur quatre recevait un apport alimentaire minimum acceptable et 16 pour cent de ceux âgés de 6 à 59 mois souffraient d'anémie. Les résultats de cette enquête donnent un aperçu de la situation nutritionnelle en Arménie, mais il faudra compléter les données et effectuer d'autres analyses, notamment en ce qui concerne le retard de croissance, car les résultats obtenus ont soulevé un certain nombre d'interrogations<sup>17</sup>.
10. Pour les enfants de moins de 6 mois, la prévalence de l'allaitement au sein exclusif a augmenté, passant de 35 pour cent en 2010 à 45 pour cent en 2016, signe d'une nette amélioration<sup>18</sup>. Toutefois, plusieurs facteurs contribuent à la dénutrition infantile, notamment un manque d'information des parents sur la période à laquelle il convient d'introduire des aliments complémentaires et sur ce qui constitue une bonne nutrition, la mauvaise qualité des informations fournies par les prestataires de soins de santé primaires, l'irrégularité des contrôles du poids et de la taille dans les centres de soins ainsi que leur inexactitude.

---

<sup>13</sup> *Reflections and Recommendations of the 2017 National Strategic Review of Food Security and Nutrition*, Janvier 2018. Disponible à l'adresse: [https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19586Armenia\\_VNR\\_2018.pdf](https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19586Armenia_VNR_2018.pdf).

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> *Ibid.*

<sup>16</sup> Service national de la statistique de la République arménienne, Ministère de la santé et ICF international. 2017. *Armenia Demographic and Health Survey 2015-2016*. Disponible à l'adresse: <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR325/FR325.pdf>.

<sup>17</sup> Après la publication officielle des résultats de l'enquête démographique et de santé en 2017, les données gouvernementales sur la prévalence du retard de croissance ont été contestées par la communauté des donateurs et la société civile. La forte baisse (de 19,3 pour cent en 2010 à 9,4 pour cent en 2015-2016) ne s'explique pas, compte tenu des tendances en matière de pauvreté et de sous-alimentation, et de la stabilité des dépenses publiques allouées aux soins de santé et à la protection sociale.

<sup>18</sup> Service national de la statistique de la République arménienne, Ministère de la santé et ICF international. 2017. *Armenia Demographic and Health Survey 2015-2016*. Disponible à l'adresse: <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR325/FR325.pdf>.

11. *Productivité et revenus des petits exploitants.* L'agriculture emploie 34 pour cent de la main-d'œuvre totale, soit 39 pour cent des femmes et 31 pour cent des hommes de la population active<sup>19</sup>. Bien que les petits exploitants génèrent plus de 97 pour cent de la production agricole, leur productivité est faible en raison du régime de propriété foncière et de la petite taille des exploitations, de mauvaises pratiques d'irrigation, d'une faible mécanisation, de la sélection de cultures assez peu rentables, du mauvais état des routes, d'un accès insuffisant aux marchés et au crédit, et des changements climatiques. La fragmentation des terres nuit aux exploitants (ils ne détiennent en moyenne que 1,48 hectare de terre) et entraîne des difficultés logistiques supplémentaires qui renchérissent les coûts du transport et le coût total de la production. Les petits exploitants ont un faible pouvoir de négociation au niveau des marchés et sont fortement tributaires des cours du marché dictés par les moyennes et grandes sociétés de transformation. Dans l'agriculture, les inégalités entre les sexes pénalisent grandement les femmes. Les hommes possédant la majeure partie des terres, des biens et des véhicules (dont la totalité des machines agricoles et 84 pour cent des terres), les possibilités pour les femmes d'exercer une activité rémunératrice sont faibles et la productivité du secteur agricole ainsi que la possibilité d'atteindre les objectifs en matière de sécurité alimentaire s'en trouvent réduites<sup>20</sup>.
12. *Systèmes alimentaires durables.* La plupart des paysans pratiquant l'agriculture de subsistance et de semi-subsistance sont fréquemment exposés à une série de contraintes de marché tout au long de la chaîne de valeur. Les petits exploitants doivent faire face à la faiblesse et à la fluctuation des prix des produits, à l'impossibilité d'avoir accès au crédit, à des moyens de transport limités et au manque d'accès à des solutions fondées sur des partenariats entre les secteurs public et privé, tels que l'assurance-récolte. Les petites exploitantes, pour leur part, sont touchées de manière disproportionnée par des problèmes tels qu'un accès restreint aux ressources productives et un accès inéquitable aux marchés, qui compromettent leur capacité de créer leur propre capital et, par là même, le développement de leurs communautés<sup>21</sup>. Les systèmes alimentaires reposent toutefois en grande partie sur les soins et les travaux domestiques non rémunérés effectués essentiellement par les femmes.

### **Environnement macroéconomique**

13. Au cours de la dernière décennie, l'économie arménienne a subi des chocs majeurs provoqués par la crise financière mondiale de 2008. La contraction du PIB en 2009, particulièrement marquée (-14,1 pour cent), a été l'une des plus fortes de la région; depuis, le PIB par habitant s'est progressivement amélioré et s'établissait à 3 936 dollars en 2017<sup>22</sup>. À la faveur de la situation économique extérieure propice et durable qui a suivi, et sous réserve de l'instauration de réformes structurelles solides, le Fonds monétaire international prévoit une croissance du PIB de 4,8 pour cent en 2019 et de 4,5 pour cent en 2020<sup>23</sup>.
14. Entre 2013 et 2016, un ménage sur quatre était concerné par des migrations internes ou externes, et 76 pour cent des migrations étaient externes. Ce sont surtout les hommes qui émigrent: une étude réalisée en 2014 a montré que 82 pour cent des émigrants étaient de

---

<sup>19</sup> Commission de statistique de la République d'Arménie. 2018. *Statistical yearbook of Armenia 2018*. Disponible à l'adresse: <https://www.armstat.am/en/?nid=586&year=2018>.

<sup>20</sup> WFP *Gender Analysis in Food Security Areas Report*, septembre 2017. Non disponible en ligne.

<sup>21</sup> *Ibid.*

<sup>22</sup> Service national de la statistique de la République arménienne, site web officiel. *Gross domestic product at market prices, min. drams / 2018*. Disponible à l'adresse: <https://www.armstat.am/en/?nid=12&id=01001>.

<sup>23</sup> Fonds monétaire international. 2018. *IMF DataMapper: Real GDP growth*. Disponible à l'adresse: [https://www.imf.org/external/datamapper/NGDP\\_RPCH@WEO/OEMDC/ADVEC/WEOWORLD/ARM](https://www.imf.org/external/datamapper/NGDP_RPCH@WEO/OEMDC/ADVEC/WEOWORLD/ARM).

sexe masculin<sup>24</sup>, et que les taux d'émigration dans les groupes d'âge de la population active (de 20 à 54 ans) étaient élevés<sup>25</sup>. Cette tendance se traduit par des responsabilités accrues pour les femmes dans la gestion des ménages, augmente considérablement leur charge de travail et crée une dépendance financière plus forte à l'égard des envois de fonds. Dans les ménages qui reçoivent ces fonds, les femmes ayant un emploi sont moins nombreuses que dans les ménages sans migrant; en revanche, dans les zones rurales, les envois de fonds encouragent les femmes à exercer une activité indépendante.

### **Principaux liens intersectoriels**

15. *Éducation*: Les taux de scolarisation sont élevés en Arménie; pratiquement toute la population est alphabétisée et a reçu un certain niveau d'instruction. Pourtant, seuls 28,9 pour cent des enfants de moins de 5 ans étaient inscrits dans des établissements préscolaires en 2016, et si les taux atteignaient 35,6 pour cent en milieu urbain, ils tombaient à 17,2 pour cent dans les communautés rurales<sup>26</sup>. À tous les niveaux de l'enseignement, les taux de scolarisation des filles sont égaux ou supérieurs à ceux des garçons, à l'exception de l'enseignement pré-professionnel<sup>27</sup>. Si l'on estime à 8 000 le nombre d'enfants ayant des besoins spécifiques en matière d'éducation, seule la moitié d'entre eux semblent être inscrits dans des établissements d'enseignement spécialisé ou dans des écoles inclusives<sup>28</sup>.
16. La remise en état d'une infrastructure scolaire vieillissante figure parmi les priorités du Gouvernement arménien, notamment pour garantir la sécurité en cas de situation d'urgence ou de catastrophe naturelle. En 2015, le Gouvernement a lancé le Programme national d'amélioration de la sécurité des écoles dont le but est de renforcer l'infrastructure des établissements scolaires du pays d'ici à 2030<sup>29</sup>.
17. *Énergie*: L'Arménie a beaucoup de difficultés à pourvoir à ses besoins en énergie en raison notamment de sa dépendance à l'égard des importations de gaz naturel – essentiellement en provenance de Russie – qui s'est soldée à plusieurs reprises depuis 2013 par de fortes hausses des tarifs de l'énergie. Le coût de celle-ci alourdit encore les dépenses alimentaires et autres des ménages, notamment celles des plus pauvres, qui consacrent généralement environ 15 pour cent de leur revenu disponible aux dépenses d'énergie – voire davantage en hiver. Pour se prémunir contre les risques importants engendrés par sa dépendance à l'égard des importations d'énergie, l'Arménie prévoit d'accroître sa propre production, en particulier dans le domaine des énergies renouvelables et autres sources d'énergie verte<sup>30</sup>.

---

<sup>24</sup> Organisation pour la coopération et le développement économiques. 2017. *Interrelations between Public Policies, Migration and Development in Armenia*. Disponible à l'adresse: <http://www.oecd.org/countries/armenia/interrelations-between-public-policies-migration-and-development-in-armenia-9789264273603-en.htm>.

<sup>25</sup> Organisation internationale pour les migrations. 2014. *Report on Household Survey on Migration in Armenia*. Disponible à l'adresse: <https://publications.iom.int/books/report-household-survey-migration-armenia>.

<sup>26</sup> Commission de statistique de la République d'Arménie. 2017. *Social Snapshot and Poverty in Armenia, 2017*. Disponible à l'adresse: <https://www.armstat.am/en/?nid=82&id=1988>.

<sup>27</sup> *SDG Implementation Voluntary National Review (VNR) Armenia: Report for the UN High-Level Political Forum on Sustainable Development*. 2018. Disponible à l'adresse: [https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19586Armenia\\_VNR\\_2018.pdf](https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/19586Armenia_VNR_2018.pdf).

<sup>28</sup> Ministère de l'éducation et des sciences. 2015. *Education for All 2015 National Review*. Données ventilées non disponibles.

<sup>29</sup> Banque mondiale. 2018. *Armenia takes important steps towards a disaster resilient future*. Disponible à l'adresse: <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2018/08/08/armenia-takes-important-steps-toward-a-disaster-resilient-future>.

<sup>30</sup> PAM, Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Service national de la statistique de la République arménienne. 2016. *Armenia Comprehensive Food Security, Vulnerability and Nutrition Analysis*, révisé en décembre 2017. Disponible à l'adresse: <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000020456/download/>.

18. *Égalité des sexes*: Bien que la Constitution et les lois arméniennes garantissent l'égalité des sexes, les femmes sont sous-représentées aux postes de responsabilité économique et politique et dans les affaires. Leurs salaires sont inférieurs d'environ 36 pour cent à ceux des hommes, et elles ont depuis toujours un accès limité aux biens agricoles – terres, propriété foncière et véhicules – ainsi qu'au crédit et à l'entrepreneuriat, ce qui les empêche d'avoir une activité rémunérée et nuit au développement durable universel<sup>31</sup>. Les normes sociales discriminatoires qui prévalent dans le pays cantonnent généralement les femmes aux soins et aux tâches domestiques, qui ne sont pas rémunérés, limitent leur participation à la vie publique et économique et les exposent davantage à la pauvreté et à la faim. Une analyse budget-temps a montré qu'en Arménie, les femmes consacrent cinq fois plus de temps à des tâches non rémunérées (soins à la famille et travail domestique) que les hommes<sup>32</sup>. La situation n'a pratiquement pas évolué au cours des 10 dernières années: en 2017, environ 31,5 pour cent des femmes âgées de 15 à 75 ans déclaraient être au chômage ou s'occuper de leur foyer<sup>33</sup>.

### 1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

19. L'examen stratégique national, qui a été achevé en janvier 2018, s'est fondé sur une analyse des quatre fondements interdépendants de la sécurité alimentaire – disponibilité, accès, utilisation et stabilité. Ils ont été utilisés pour déterminer les lacunes à combler et les problèmes à surmonter en vue d'atteindre l'ODD 2.
20. *Disponibilités alimentaires*. Grâce à une production agricole relativement forte depuis 2001, l'Arménie a pu accroître son autosuffisance en denrées de base tels que les céréales, les pommes de terre, les légumes et les fruits, et améliorer ses disponibilités alimentaires globales. Toutefois, le pays reste fortement tributaire des importations alimentaires, s'agissant notamment des céréales et de certains types de viande: 50,5 pour cent du blé, 42 pour cent des légumineuses, 78 pour cent de la volaille, 42 pour cent de la viande de porc, et 92 pour cent de l'huile végétale consommés dans le pays sont importés. Comme le pays est enclavé et sa situation géopolitique complexe, seules deux de ses frontières sont ouvertes au commerce et au transit. L'importation d'articles de première nécessité et autres reste donc un problème et risque de compromettre les disponibilités alimentaires, notamment en cas de crise.
21. Malgré les investissements réalisés pour accroître la production agricole et l'autosuffisance pour plusieurs denrées alimentaires locales, le pays a peu fait pour améliorer l'accès aux marchés des petits exploitants et des petits producteurs. Les quelques initiatives entreprises jusqu'ici ont eu pour objectif d'autonomiser les femmes et de traiter les inégalités entre les sexes. Les changements climatiques ont un impact sur la capacité de l'Arménie d'assurer son approvisionnement alimentaire: ainsi, les projections font apparaître que les rendements des principales terres agricoles accuseront une baisse sensible – entre 8 et 14 pour cent – d'ici 2030 en raison de la hausse des températures et de la fréquence accrue des sécheresses<sup>34</sup>.
22. *Accès à la nourriture*. En Arménie, l'insécurité alimentaire est étroitement liée à l'accès économique à des aliments nutritifs, dont l'insuffisance s'explique par la faiblesse des

---

<sup>31</sup> *Reflections and Recommendations of the 2017 National Strategic Review of Food Security and Nutrition*. Janvier 2018. Disponible à l'adresse: [https://www.un.am/up/library/NSR\\_ExSum\\_2018-01-11-ENG.pdf](https://www.un.am/up/library/NSR_ExSum_2018-01-11-ENG.pdf).

<sup>32</sup> Service national de la statistique de la République arménienne. 2009. *Report on Time Use Sample Survey in the Republic of Armenia*. Disponible à l'adresse: [https://www.armstat.am/file/article/time\\_use\\_09e.pdf](https://www.armstat.am/file/article/time_use_09e.pdf).

<sup>33</sup> Service national de la statistique de la République arménienne. 2016. *Women and Men in Armenia 2016*. Disponible à l'adresse: <https://www.armstat.am/en/?nid=82&id=1846>

<sup>34</sup> Gouvernement arménien. 2010. *Second national communication on climate change: a report under the United Nations Framework Convention on Climate Change*. Disponible à l'adresse: <https://unfccc.int/resource/docs/natc/armnc2e.pdf>.



- revenus, les inégalités entre les sexes et le manque de perspectives d'emploi. Quelque 16 pour cent des ménages (environ 480 000 personnes) sont en situation d'insécurité alimentaire, les ménages dirigés par un homme étant pratiquement autant touchés que ceux dirigés par une femme<sup>35</sup>. Environ 4,4 pour cent des ménages sont sous-alimentés.
23. *Utilisation des aliments.* La mauvaise utilisation des aliments se reflète dans les indicateurs nutritionnels, en particulier chez les enfants de la naissance à 5 ans. Les habitudes alimentaires et les styles de vie malsains sont monnaie courante en Arménie, et les disparités régionales sont fortes en ce qui concerne la prévalence de la pauvreté extrême, de la sous-alimentation, de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition<sup>36</sup>. Le double fardeau de la malnutrition infantile est particulièrement préoccupant. Des données nationales récentes font apparaître que les féculents et les glucides contenus par exemple dans les plats préparés et les pommes de terre représentent 47 pour cent de la consommation alimentaire des ménages, les fruits et légumes comptant pour un tiers de la consommation et la viande, le poisson et les œufs, riches en protéines, seulement 9 pour cent<sup>37</sup>.
24. *Stabilité des approvisionnements.* En raison de la forte dépendance de l'Arménie à l'égard des importations alimentaires, les prix des denrées alimentaires sont très sensibles aux turbulences des marchés extérieurs. L'indice de volatilité des prix intérieurs des denrées alimentaires<sup>38</sup> avoisine 12 pour cent, ce qui témoigne des fortes variations affectant les prix des denrées d'un mois sur l'autre<sup>39</sup>.
25. Les politiques et les plans d'action axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition mettent généralement l'accent sur les disponibilités alimentaires et, plus spécialement sur les questions liées à l'agriculture et à l'autosuffisance. Peu d'attention est accordée dans les politiques et dans leur mise en œuvre à l'accessibilité et à l'utilisation des aliments. Il en résulte que les données probantes disponibles sont hétéroclites et contradictoires, ce qui compromet l'élaboration d'une politique solide de sécurité alimentaire et de nutrition. La pauvreté, les inégalités structurelles (notamment les inégalités entre les sexes), les disparités entre les différents groupes de population et les territoires et les perspectives d'emploi restreintes sont autant de facteurs qui, ensemble, compromettent l'accès à une alimentation saine.
26. Des programmes visant à faire évoluer les relations entre les sexes devraient être mis en place pour lutter contre les pratiques socioculturelles discriminatoires touchant la propriété foncière et la succession, car elles compromettent fortement la capacité des femmes rurales à améliorer la productivité des terres dont elles ont l'usage. Trouver une solution à ces questions permettrait de rééquilibrer les pouvoirs de décision et de renforcer le statut des femmes au sein de la famille et de la communauté, procurerait des avantages plus importants aux communautés et au pays et favoriserait leur développement. D'un point de vue juridique, les terres appartiennent au chef de famille, si bien que les femmes ne peuvent devenir propriétaire qu'en l'absence d'un homme à la tête du ménage. Pourtant, les femmes sont souvent chargées de gérer les terres, notamment du fait de la forte migration

---

<sup>35</sup> *Reflections and Recommendations of the 2017 National Strategic Review of Food Security and Nutrition*. Janvier 2018. Disponible à l'adresse: [https://www.un.am/up/library/NSR\\_ExSum\\_2018-01-11-ENG.pdf](https://www.un.am/up/library/NSR_ExSum_2018-01-11-ENG.pdf).

<sup>36</sup> PAM. 2018. *Armenia Cost of the Diet*. Disponible à l'adresse: <https://docs.wfp.org/api/documents/WFP-0000062242/download/>.

<sup>37</sup> *Reflections and Recommendations of the 2017 National Strategic Review of Food Security and Nutrition*. Janvier 2018. Disponible à l'adresse: [https://www.un.am/up/library/NSR\\_ExSum\\_2018-01-11-ENG.pdf](https://www.un.am/up/library/NSR_ExSum_2018-01-11-ENG.pdf).

<sup>38</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Indicateurs de la sécurité alimentaire. Disponible à l'adresse: <http://www.fao.org/economic/ess/ess-fs/indicateurs-de-la-securite-alimentaire/fr/#.XI-Z5PZFzcs>; FAO, 2015; *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*. Disponible à l'adresse: <http://www.fao.org/3/a-i4646f.pdf>

<sup>39</sup> Plus le pourcentage est élevé, plus la volatilité est grande.

masculine qui touche les zones rurales<sup>40</sup>. L'entreprenariat féminin est jugé indispensable au développement socioéconomique, y compris pour la sécurité alimentaire et la nutrition, et exige la mise en place d'approches visant à faire évoluer les relations entre les sexes pour remédier à l'impact de la crise socioéconomique, à l'augmentation des taux de pauvreté et à la hausse de l'émigration de la main-d'œuvre qui font peser sur les femmes un lourd fardeau économique<sup>41</sup>.

## 1.4 Priorités pour le pays

### *Priorités du Gouvernement*

27. Les changements politiques en Arménie étant survenus récemment, les priorités du nouveau Gouvernement doivent encore se traduire sous forme de stratégies et de politiques, même si l'accent est déjà mis sur l'innovation et la technologie en vue de moderniser et de stimuler le développement économique. Le Gouvernement met actuellement à jour la stratégie de développement du pays pour la prolonger jusqu'en 2030. Cette stratégie, qui prendra en compte les principes et les cibles des ODD, sera établie à partir d'un processus participatif mobilisant les acteurs des secteurs public et privé et de la société civile. En 2013, le parlement a ratifié une loi sur l'égalité des droits et des chances des hommes et des femmes, et le nouveau Gouvernement reste attaché à l'égalité entre les sexes.
28. Les trois dimensions – économique, sociale et environnementale – du développement durable sont prises en compte dans la stratégie de développement de l'Arménie pour 2014-2025, qui définit les objectifs stratégiques, les cibles et les indicateurs dans divers domaines économiques et sociaux, et sert de cadre aux documents et aux plans d'action stratégiques sectoriels. La stratégie décrit quatre grandes priorités:
  - la croissance de l'emploi;
  - la mise en valeur du capital humain;
  - l'amélioration des systèmes de protection sociale; et
  - la modernisation de l'administration publique et des systèmes de gouvernance.
29. À l'issue de l'examen stratégique national, les six recommandations ci-après ont été formulées pour permettre au pays d'atteindre les cibles de l'ODD 2 d'ici à 2030. L'inégalité entre les sexes est une question transversale et toutes les mesures prises pour réaliser l'ODD 2 doivent tenir compte des questions de genre et être porteuses de transformations dans ce domaine.
  - Établir des synergies entre les programmes pour aborder tous les fondements de la sécurité alimentaire et ainsi garantir l'accès de tous à des aliments nutritifs, dans l'ensemble du pays.
  - Mettre en œuvre des politiques bien ciblées relatives à la santé, à la protection sociale et au développement territorial, afin de réduire les disparités au niveau de la faim et de la malnutrition dans l'ensemble du pays.
  - Réviser les instruments de politique en matière de protection sociale pour veiller à ce qu'ils couvrent les groupes de population les plus défavorisés.

---

<sup>40</sup> Indice "Institutions sociales et égalité femme-homme". Disponible à l'adresse: [https://www.genderindex.org/country/armenia/#\\_ftn61](https://www.genderindex.org/country/armenia/#_ftn61)

<sup>41</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. 2017. *Gender, Agriculture and Rural Development in Armenia*. Disponible à l'adresse: [https://www.un.org/development/dha/secretariat/library/Gender\\_Agriculture\\_and\\_Rural\\_Development\\_in\\_Armenia\\_Eng.pdf](https://www.un.org/development/dha/secretariat/library/Gender_Agriculture_and_Rural_Development_in_Armenia_Eng.pdf)

- Sensibiliser l'opinion à l'importance d'une nutrition saine et aux domaines d'action privilégiés de l'ODD 2, tout en constituant une base de données probantes exhaustive qui sera régulièrement entretenue.
- S'appuyer sur des approches et des programmes innovants pour accroître la productivité et la compétitivité des petits exploitants et atténuer les conséquences des phénomènes météorologiques extrêmes et des changements climatiques.
- Coordonner, et gérer la mise en œuvre des politiques relatives à la sécurité alimentaire et à l'ODD 2 et en pérenniser l'application.

### **Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires**

30. L'action des organismes des Nations Unies en Arménie est régie par le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2016-2020, qui comprend quatre domaines d'intervention: le développement durable et équitable; la gouvernance démocratique; les services sociaux et l'inclusion; et la sauvegarde de l'environnement et le renforcement de la résilience. Un nouveau cycle devrait commencer en 2021. Le PAM a pris des mesures pour conformer son action au nouveau plan, collaborant pour ce faire avec le Coordonnateur résident, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et d'autres partenaires. Le nouveau PNUAD devrait correspondre aux stratégies du Gouvernement qui ont été guidées par l'examen stratégique national en ce qui concerne les questions liées à la sécurité alimentaire et à la nutrition. Le PAM établira un partenariat avec le Conseil arménien chargé d'assurer l'égalité des droits et des chances des hommes et des femmes pour que toutes les activités suivent des approches tenant compte des questions de genre et visant à faire évoluer les relations entre les hommes et les femmes.

## **2. Incidences stratégiques pour le PAM**

### **2.1 Expérience du PAM et enseignements**

31. Le Gouvernement arménien et ses partenaires nationaux et internationaux sont résolus à nationaliser entièrement le programme d'alimentation scolaire, comme le décrit la stratégie nationale pour une alimentation scolaire durable élaborée avec l'assistance technique du PAM et adoptée en 2013. Des efforts constants de sensibilisation, conjugués à un appui technique, ont abouti à la mise au point d'un plan concerté visant à transférer progressivement au Gouvernement la gestion et la mise en œuvre du programme d'alimentation d'ici à 2023. Le Gouvernement a affecté 5,5 millions de dollars à ce programme dans le cadre des dépenses nationales à mi-parcours du budget de l'État. Une évaluation indépendante du projet de développement 200128 du PAM réalisée en février 2015 recommandait également d'accélérer les efforts de sensibilisation et d'intensifier les activités d'appui technique et de formation<sup>42</sup>.
32. Il ressort d'une étude d'impact menée en partenariat avec l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) que le programme d'alimentation scolaire a contribué à réduire de 0,4 point de pourcentage le taux national de pauvreté. Étant donné le faible volume des transferts opérés dans le cadre de l'alimentation scolaire et le petit nombre de familles comptant des enfants en âge d'aller à l'école primaire, il est indéniable que le programme d'alimentation scolaire est plus efficace en matière de réduction de la

---

<sup>42</sup> PAM. *Operation evaluation: Armenia DEV 200128: Development of Sustainable School Feeding: A mid-term evaluation of WFP's operation (2010–2016)*. 2015. Disponible à l'adresse: <https://docs.wfp.org/api/documents/bc00af826c194b4ba8dc74443ec946ad/download/>.

pauvreté que d'autres programmes de protection sociale<sup>43,44</sup>. De même, une analyse coûts-avantages effectuée en juillet 2016 a fait apparaître que chaque dollar investi dans le programme d'alimentation scolaire arménien pendant cinq ans générerait un rendement à vie de 7,1 dollars<sup>45</sup>. Dans l'intervalle, il est ressorti des enseignements tirés de la première phase du transfert de la mise en œuvre du programme au Gouvernement qu'il convenait d'adopter une approche graduelle, assortie d'une planification prévisionnelle et d'activités ciblées de renforcement des capacités à tous les niveaux afin de préserver la qualité du programme. Les recommandations issues de l'approche systémique pour l'amélioration des résultats dans le domaine de l'éducation, étude menée en 2016 en collaboration avec la Banque mondiale, sont les suivantes:

- inclure l'alimentation scolaire dans toutes les politiques sectorielles nationales pertinentes;
- améliorer la coordination interministérielle;
- établir une unité chargée de l'alimentation scolaire au niveau national, et la doter de personnel qualifié;
- élaborer une stratégie de financement et s'efforcer d'obtenir des fonds supplémentaires grâce à des initiatives budgétaires et de maîtrise des coûts et auprès du secteur privé;
- revoir les menus des écoles pour y introduire des produits agricoles locaux; et
- appliquer un modèle d'alimentation scolaire utilisant la production locale.

33. Dans le cadre des travaux qu'il mène pour instaurer une approche de l'alimentation scolaire qui soit plus durable, tienne compte de la nutrition et vise à faire évoluer les relations entre les hommes et les femmes, le PAM a expérimenté l'usage de serres et de jardins et acheté des produits aux exploitants locaux en ayant recours à des transferts de type monétaire. Ces initiatives ont donné des résultats exceptionnels: elles ont toutes permis de fournir aux filles et aux garçons des repas plus nutritifs et plus variés à l'école, ont créé des emplois pour les hommes et les femmes de la communauté et ont stimulé le développement économique local, la plupart des aliments étant achetés auprès des producteurs locaux. Il ressort par ailleurs d'un examen du projet de transferts de type monétaire mené à titre expérimental dans la province de Tavush que ces transferts ont grandement contribué à simplifier le passage du programme aux pouvoirs publics. En outre, les serres produisaient des excédents dont la vente fournissait aux écoles un revenu qui leur servait à financer les coûts supplémentaires des repas scolaires, les salaires des travailleurs et certains travaux de remise en état des salles de classe.

## 2.2 Potentialités pour le PAM

34. L'examen stratégique national a permis de mettre en évidence les possibilités qui s'offrent au PAM pour mettre à profit ses compétences, sa forte présence sur le terrain et sa capacité de faire monter ses activités en puissance en vue d'aider le pays à parvenir à la sécurité alimentaire et à éliminer la malnutrition. Le PAM a discuté et validé les recommandations issues de l'examen lors de réunions consultatives – bilatérales ou de groupe – avec ses partenaires, y compris l'ensemble des ministères concernés. Les résultats de ces discussions ont été pris en considération dans le présent plan stratégique de pays (PSP). Le PAM a

---

<sup>43</sup> PAM. *Scoping Study on Social Protection and Safety Nets for Enhanced Food Security and Nutrition in Armenia*. 2018 (pas encore terminée ou disponible).

<sup>44</sup> Assessing Poverty Alleviation through Social Protection: School meals and family benefits in a middle-income country. *Journal of Development Studies* (pas encore terminée ou disponible).

<sup>45</sup> PAM. *Armenia's National School Feeding Programme Cost-Benefit Analysis*. Juillet 2016. Disponible à l'adresse: [https://www.un.am/up/file/Cost%20Benefit%20Analysis\\_%20Armenia%20School%20Feeding.pdf](https://www.un.am/up/file/Cost%20Benefit%20Analysis_%20Armenia%20School%20Feeding.pdf).

également tenu compte, lors de la conception de ses activités, des constats de l'enquête de suivi des résultats menée en 2017 auprès des intervenants et des bénéficiaires, notamment les directeurs d'école, les parents et le personnel des cuisines des écoles concernées. Au vu de la réussite du programme d'alimentation scolaire, le moment semble venu de mettre au point un modèle national d'alimentation scolaire plus complet, tenant compte de la nutrition et propre à faire évoluer les relations femmes-hommes, lequel mobiliserait la collaboration de partenaires et profiterait aux communautés proches des écoles.

35. Les écoles jouent un rôle majeur dans la vie des communautés en Arménie. Conscientes de ce potentiel, plusieurs organisations partenaires ont collaboré avec elles à des initiatives de petite envergure. La Banque mondiale s'est ainsi occupée d'établir des écoles maternelles et de remettre des établissements scolaires en état pour qu'ils puissent servir d'abri en cas de catastrophe naturelle, tandis que la FAO et le PNUD ont installé des serres dans quelques écoles à titre expérimental. La réalisation de programmes conjoints et la mise à profit de leurs synergies pourraient être particulièrement utiles dans un pays comme l'Arménie où l'implantation du PAM au sein même des communautés et son savoir-faire dans le domaine scolaire pourraient contribuer à ouvrir des perspectives et à accélérer la réalisation des ODD.
36. L'alimentation scolaire utilisant la production locale a indiscutablement un fort potentiel en Arménie: elle permet de varier les repas, d'augmenter la consommation de fruits et légumes et d'améliorer les moyens d'existence. De manière générale, traiter l'insécurité alimentaire et la nutrition en suivant la logique plus globale de la chaîne de valeur alimentaire peut contribuer à consolider les moyens d'existence des ménages d'agriculteurs tout en encourageant une alimentation plus saine parmi la population. Le PAM collaborera avec des partenaires pour expérimenter de nouvelles approches visant à soutenir les petits exploitants tout au long d'une chaîne de valeur alimentaire à dimension nutritionnelle. Dans un souci de durabilité et pour atténuer l'impact environnemental, le PAM étudiera la possibilité d'utiliser l'énergie solaire en parallèle avec les serres. L'énergie produite pourrait couvrir bonne partie des besoins énergétiques des écoles, dégager des fonds supplémentaires pour financer le programme d'alimentation scolaire sur le long terme et régler d'autres dépenses.
37. Faire participer les femmes aux chaînes de valeur alimentaires locales dans le cadre des activités d'alimentation scolaire et autres pourrait s'avérer important pour faire progresser l'égalité entre les sexes et améliorer la viabilité du programme, tout en renforçant en même temps la capacité des communautés et des familles à le soutenir. L'adoption par le PAM d'une approche visant davantage à faire évoluer les relations entre les sexes va dans le sens de la politique nationale en matière de problématique femmes-hommes, laquelle vise à promouvoir l'égalité des droits et des chances; cette politique est conforme à la stratégie de développement de l'Arménie qui fait de l'entrepreneuriat féminin une priorité pour le développement de l'économie du pays.
38. L'examen stratégique national a engendré une dynamique propre à renforcer les capacités et les systèmes, notamment dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'éducation, et accélérer ainsi la réalisation des objectifs de développement. Le processus d'examen stratégique national et l'intégration des ODD dans les politiques du pays ont guidé l'élaboration du Programme 2030 pour l'Arménie, plus vaste. Le Gouvernement élabore actuellement la stratégie de développement pour l'Arménie et le programme national de développement de l'éducation, tous deux à l'horizon 2030. À la demande des pouvoirs publics, le PAM soutiendra les activités entreprises pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition et les incorporer dans les stratégies et les politiques, en commençant par renforcer la base de données probantes pour faciliter l'établissement de stratégies, de politiques et de programmes adaptés et équitables. En collaboration avec les principaux partenaires gouvernementaux et les organismes ayant leur siège à Rome, le PAM

contribuera à l'établissement d'organes de coordination et de groupes de travail chargés d'échanger des informations et des enseignements sur la sécurité alimentaire et de promouvoir la mise au point de directives sectorielles et de stratégies et politiques nationales de sécurité alimentaire, y compris celles relatives aux activités de préparation aux situations d'urgence.

39. Les débats entre partenaires nationaux et internationaux que suscitent actuellement les conclusions de la dernière enquête démographique et de santé en matière de nutrition montrent qu'une analyse plus poussée des niveaux actuels et des causes profondes de la malnutrition s'impose, s'agissant notamment de la prévalence des maladies opportunistes liées à la malnutrition et des carences en micronutriments. Le Gouvernement a demandé leur soutien au PAM et à l'UNICEF pour développer la base de données probantes sur la nutrition, arguant que la conception de programmes, de stratégies et de politiques adéquats de lutte contre la malnutrition passe obligatoirement par une analyse correcte de la situation et un suivi adéquat des résultats – s'appuyant sur des données ventilées et une analyse des problèmes propres à chaque sexe. Comme il ressort des conclusions de l'examen stratégique national et de l'enquête du PAM sur les effets directs, des investissements importants sont nécessaires pour améliorer les connaissances nutritionnelles à tous les niveaux; à cet égard, des activités de communication différenciées par sexe et visant à faire évoluer la société et les comportements devront être menées dans diverses instances, y compris les écoles, et les messages seront adaptés selon qu'on s'adresse à une audience ciblée d'hommes, de femmes, de garçons ou de filles.
40. L'Arménie est un pays exposé à de nombreux risques naturels qui ont provoqué au cours des dernières décennies des dégâts considérables dans le domaine économique et social et qui continueront de siphonner des ressources déjà rares si des mesures ne sont pas prises pour les atténuer et s'y préparer. Les structures institutionnelles, interventions, programmes d'atténuation et plus généralement, les capacités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise sont actuellement mal armés face à des catastrophes de grande envergure. Les programmes d'atténuation et les activités interorganisations, qui sont nombreux, pourraient gagner en efficacité s'ils étaient coordonnés dans le cadre d'une stratégie nationale globale d'atténuation, qui pourrait contribuer à éviter un chevauchement des responsabilités et à renforcer l'efficacité de financements limités. Cela exigera un examen approfondi des lois, des politiques et des réglementations en vigueur. Le Gouvernement doit élaborer une stratégie d'atténuation pour hiérarchiser les activités et les financements, en commençant par la rénovation de l'infrastructure et des bâtiments à risque, notamment les écoles et autres édifices collectifs et publics.
41. Pour réagir efficacement face aux crises, le Gouvernement doit financer des services d'intervention d'urgence, les équiper et en former le personnel; instaurer un numéro national d'appel d'urgence; mettre à disposition du matériel de communication récent; et établir un centre d'opérations moderne et fonctionnel. Le Gouvernement pourrait responsabiliser les communautés et les encourager à agir pour réduire les risques de catastrophe en leur fournissant des informations et en appuyant des initiatives locales, notamment des partenariats public-privé, tout en s'attachant à transformer les rôles des hommes et des femmes, leurs relations et leurs responsabilités.

### **2.3 Réorientations stratégiques**

42. L'alimentation scolaire constitue la principale activité du PAM en Arménie; il a également mené par le passé des activités de création d'actifs et de formation pour améliorer les pratiques agricoles. Le présent PSP marque un tournant stratégique, puisque le PAM va abandonner son rôle d'exécutant pour assumer un rôle de catalyseur qui lui permettra d'accompagner la prise en charge du programme d'alimentation scolaire par les autorités

nationales tout en travaillant avec ses partenaires pour mettre en place un programme national d'alimentation scolaire utilisant la production locale qui soit plus complet et puisse faire évoluer les relations entre les sexes. Compte tenu du rôle stratégique et unique que jouent les écoles en Arménie, de l'action des partenaires au sein des écoles et de l'intérêt qu'ils leur portent, et de la volonté du Gouvernement de voir se créer davantage de liens entre les écoles et les communautés agricoles locales, ce PSP expose la manière dont le PAM peut tirer parti de son avantage comparatif pour transformer l'alimentation scolaire et contribuer à des objectifs de développement plus vastes qui soient plus équitables et donnent aux populations ciblées les moyens de se prendre en charge.

43. Compte tenu du succès de la collaboration entre les organismes nationaux, le PAM et le Gouvernement, et à la demande de ce dernier, une plus large place sera accordée au renforcement des politiques nationales et des cadres réglementaires en vue de l'élaboration de programmes et de politiques efficaces, équitables et fondés sur des données probantes, notamment dans les domaines de la gestion durable du programme d'alimentation scolaire, de la sécurité alimentaire, de la malnutrition et de l'éducation. Le PAM collaborera également avec ses partenaires gouvernementaux pour approfondir le dialogue sur les politiques et renforcer les capacités nationales en vue d'institutionnaliser et de promouvoir une gouvernance de la sécurité alimentaire et de la nutrition qui soit plus complète, plus cohérente et propre à faire évoluer les relations entre les sexes à tous les niveaux.
44. Le PAM continuera de fournir un appui et une assistance techniques au Gouvernement au niveau national, régional et communautaire afin d'améliorer la planification des situations d'urgence et des risques; la préparation aux situations d'urgence, l'atténuation de leurs effets et les interventions face à des crises; et l'adaptation aux changements climatiques et aux catastrophes.

### **3. Orientation stratégique du PAM**

#### **3.1 Direction, orientations et impacts escomptés**

45. Le présent PSP a pour objectif de faciliter d'ici à 2024 le transfert durable d'un programme d'alimentation scolaire complet, à dimension nutritionnelle et s'inscrivant dans le système national de protection sociale; il vise également à appuyer l'élaboration de politiques et de systèmes inclusifs et propres à faire évoluer les relations entre les sexes, qui remédient aux lacunes recensées dans l'examen stratégique national. Le Gouvernement arménien est décidé à poursuivre cet objectif commun et considère l'alimentation scolaire comme une composante à part entière du réseau de protection sociale, de santé et d'éducation. Ce PSP a pour ambition à long terme que tous les habitants de l'Arménie aient accès toute l'année à une alimentation suffisante et nutritive. Pour la concrétiser, il faudra pouvoir compter sur des politiques et des filets de sécurité à dimension nutritionnelle réactifs face aux chocs, s'appuyer sur des partenariats public-privé et mettre l'accent sur l'autonomisation des femmes.
46. Le PSP a des liens avec des ODD autres que les ODD 2 et 17, d'où l'importance d'adopter une approche concertée avec d'autres organismes des Nations Unies et les partenaires. Les activités d'alimentation scolaire contribuent à l'ODD 4 sur l'éducation et le PSP est conforme aux priorités de la stratégie de développement de l'Arménie pour 2014-2025 concernant la valorisation du capital humain et l'amélioration de la protection sociale, ainsi qu'à l'effet direct 5 du PNUAD pour l'Arménie (2016-2020) qui vise à faciliter l'accès des populations vulnérables à l'éducation de base et aux services de protection sociale.
47. Conformément au Plan stratégique du PAM pour 2017-2021 ainsi qu'à la politique en matière de problématique hommes-femmes (2015-2020), les questions relatives à l'égalité des sexes seront intégrées de manière systématique dans le PSP durant toutes les phases de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des opérations. Le PAM s'assurera que:

toutes les données relatives aux personnes sont ventilées par âge et par sexe; l'analyse de la problématique femmes-hommes fait partie intégrante des évaluations, des travaux de recherches, de l'assistance technique, de la gestion des connaissances, de la gestion de l'information et des activités connexes; les questions de parité femmes-hommes sont prises en compte dans les programmes, les politiques et les initiatives de renforcement des capacités; et la participation des femmes, des hommes, des filles et des garçons (ainsi que de leurs organisations et institutions) favorise leur autonomisation, encourage l'égalité des résultats et fait progresser l'égalité des sexes. Les activités profiteront aux filles, aux garçons, aux femmes et aux hommes de tous âges.

### **3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles**

#### ***Effet direct stratégique 1: Les populations vulnérables en Arménie, notamment les écoliers, ont accès à une nourriture suffisante et nutritive toute l'année***

48. Le PAM appuiera les efforts visant à ce que le programme national d'alimentation scolaire en Arménie soit davantage axé sur l'évolution des relations entre les sexes et plus inclusif, tout en renforçant les liens avec les communautés locales.

#### ***Domaine d'action privilégié***

49. Cet effet direct stratégique est axé sur les causes profondes dans la mesure où il contribue à la réalisation des objectifs de développement en s'attaquant aux causes sous-jacentes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

#### ***Produits escomptés***

50. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les écoliers des zones ciblées reçoivent un repas nutritif, chaud et varié tous les jours où ils vont en classe, ce qui leur permet de pourvoir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels.
  - Les communautés bénéficient d'un programme national amélioré d'alimentation scolaire comprenant des activités d'éducation nutritionnelle, et peuvent ainsi subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels.
  - Les écoliers profitent d'infrastructures et d'équipements scolaires rénovés, notamment les cuisines, et la distribution des repas scolaires s'en trouve améliorée.
  - Les communautés, et notamment les petits exploitants, bénéficient des efforts conjugués consentis pour associer la production locale à la fourniture des repas scolaires afin d'améliorer leurs revenus.

#### ***Activité essentielle***

*Activité 1: Renforcer et compléter le programme national d'alimentation scolaire pour faciliter le transfert des responsabilités au Gouvernement*

51. Au titre de l'activité 1, le PAM continuera de passer progressivement d'un programme d'alimentation scolaire traditionnel à un modèle national complet et innovant qui sera pris en charge par le Gouvernement d'ici à 2023; ce modèle, durable et inclusif, contribuera à favoriser une alimentation plus saine chez les écoliers et à faire progresser l'égalité entre les sexes dans les communautés vulnérables, y compris chez les personnes handicapées. S'agissant des activités de sensibilisation, des campagnes mobilisant des filles et des garçons pourraient être organisées en vue d'éliminer la violence sexiste dans les écoles.
52. Le PAM continuera d'assurer la fourniture de repas scolaires mais réduira progressivement son assistance directe à mesure que les écoles passeront sous la responsabilité du Gouvernement. Les écoles bénéficiant du programme du PAM passeront peu à peu à une



aide de type monétaire, qui permettra de compléter les revenus des producteurs locaux, notamment ceux des petites exploitantes et de leurs organisations, et de les faire travailler avec les écoles pour varier les repas et faciliter la prise en charge progressive du programme par le Gouvernement. Dans le modèle fondé sur les transferts de type monétaire, l'achat des produits alimentaires et la préparation des repas sont des tâches menées conjointement par l'école et la communauté, l'école étant chargée d'acheter les produits de base aux producteurs locaux, et les comités de parents de financer d'autres ingrédients pour compléter les repas. Le personnel des cuisines, composé uniquement de femmes de la communauté, est chargé de préparer les repas dans les écoles et reçoit une formation dans les domaines de la sécurité sanitaire et de la manutention des aliments, de la cuisine, de l'établissement des menus et de la nutrition. Cela présente l'avantage de doter ces femmes de compétences professionnelles qui pourraient leur ouvrir de meilleures perspectives d'emploi à l'avenir.

53. Au niveau national, le PAM s'efforcera d'améliorer la qualité nutritionnelle des repas scolaires en facilitant l'introduction d'un modèle d'alimentation scolaire utilisant la production locale. En coordination avec le Ministère de l'éducation et des sciences, le Ministère de l'aménagement du territoire et du développement et les autorités locales, le travail de remise en état des écoles ira au-delà de l'accès à l'eau potable et de la rénovation des cuisines et prévoira l'aménagement de serres, de jardins scolaires et l'introduction d'une technologie solaire, si possible et en fonction des résultats des évaluations des besoins. Comme d'autres activités, les travaux de rénovation servent de tremplin à la participation des communautés et à l'établissement de partenariats: les contributions communautaires sont en effet une condition préalable à ces travaux, pour lesquels le PAM ne fournit qu'une liste limitée de matériel de construction.
54. En coordination avec l'UNICEF, le PAM s'attachera à répondre aux besoins particuliers des garçons et des filles handicapés en veillant à l'accessibilité des écoles et des cantines aux porteurs de handicap. Le PAM coordonnera son action avec le Ministère des situations d'urgence, la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement, le PNUD et l'UNICEF qui ont mis en place diverses initiatives ayant trait aux écoles, notamment dans le cadre de la réduction des risques de catastrophe.
55. Le PAM expérimentera des méthodes novatrices pour mobiliser les petits exploitants, comme celle consistant à mettre à leur disposition des équipements de production d'énergie solaire pour les aider à pourvoir à leurs besoins énergétiques, en échange de quoi ils pourraient fournir des denrées alimentaires aux écoles. Le PAM collaborera avec ses partenaires, notamment le Ministère de l'agriculture et le PNUD, pour offrir aux petits exploitants des débouchés commerciaux, y compris auprès des écoles. Parmi les domaines potentiels d'aide aux petits exploitants, on peut citer l'amélioration des mécanismes de la chaîne d'approvisionnement, l'aménagement et la gestion de lieux d'entreposage adéquats et l'optimisation du transport. Le PAM peut également dispenser aux petits exploitants des formations sur des sujets tels que les mécanismes d'achat, la maîtrise des pertes de produits et les mesures de contrôle de la qualité.
56. Accroître le nombre de serres et de jardins scolaires pourrait permettre non seulement d'offrir davantage de possibilités d'emploi équitables aux bénéficiaires ciblés de la communauté – tant les hommes que les femmes –, mais aussi d'enseigner aux enfants des pratiques agricoles et alimentaires durables tout en mettant l'accent sur l'importance d'une alimentation saine. Les jardins scolaires peuvent également faire évoluer les normes discriminatoires à l'égard des femmes, par exemple en dispensant la même formation aux filles et aux garçons et en les faisant participer aux mêmes tâches de jardinage.
57. Pour veiller à la bonne nutrition des écoliers et de leurs familles, le PAM organisera des formations adaptées en matière de nutrition et des activités de sensibilisation à une

alimentation saine à destination des responsables des écoles, des parents, des aidants, des enseignants, des cuisinières et des écoliers, ce qui contribuera à faire évoluer les normes sociales discriminatoires et les rôles des femmes et des hommes.

***Effet direct stratégique 2: D'ici à 2024, les politiques, programmes et systèmes nationaux sont renforcés et améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition des groupes ciblés***

58. À la demande du Gouvernement, le PAM répondra, par le biais du présent effet direct, aux besoins de renforcement des capacités définis durant l'examen stratégique national. Il prévoit de renforcer les capacités pour faciliter le transfert des responsabilités du programme d'alimentation scolaire, de générer une base de données probantes et de mener des activités de sensibilisation pour la mise en place de stratégies, politiques et programmes gouvernementaux inclusifs et visant à transformer les relations femmes-hommes dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la malnutrition et de la préparation aux situations d'urgence.

***Domaine d'action privilégié***

59. Cet effet direct stratégique porte sur les causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition.

***Produits escomptés***

60. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
- Les groupes vulnérables bénéficient de systèmes nationaux de protection sociale améliorés et de politiques cohérentes qui leur permettent de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels.
  - Les communautés sont sensibilisées à l'importance d'une alimentation saine, nutritive et variée et adaptent leur consommation en conséquence.
  - Les communautés vulnérables bénéficient d'investissements destinés à améliorer les capacités des systèmes locaux en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de catastrophe.
  - Les institutions nationales ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre un programme national complet d'alimentation scolaire à dimension nutritionnelle.

***Activité essentielle***

*Activité 2: Apporter un appui technique aux institutions nationales pour générer une base de données probantes et éclairer les politiques, les stratégies et les systèmes visant à lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition en Arménie*

61. Les activités de renforcement des capacités menées par le PAM à l'appui du Gouvernement portent essentiellement sur un renforcement des systèmes, des cadres d'action et des cadres réglementaires nationaux visant à garantir un transfert réussi et durable des responsabilités du programme d'alimentation scolaire au Gouvernement. En outre, à la demande de celui-ci, le PAM collaborera avec les pouvoirs publics et les partenaires internationaux pour renforcer les capacités nationales en vue de permettre l'élaboration, à partir de données probantes, de politiques, stratégies et systèmes cohérents et équitables visant à lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Le PAM plaidera en faveur de politiques qui aient une dimension nutritionnelle, tiennent compte des problèmes des personnes handicapées et soient capables de faire évoluer les relations entre les sexes.
62. S'appuyant sur ses avantages comparatifs au niveau mondial, sur ses partenariats, et sur son expérience et sa connaissance du contexte, le PAM contribuera à établir ou actualiser une stratégie visant à promouvoir un programme d'alimentation scolaire à dimension nutritionnelle qui soit durable et à même de transformer les relations femmes-hommes. Les

capacités du Gouvernement de trouver des solutions pour financer le programme d'alimentation scolaire et de les gérer dans la durée doivent être systématiquement renforcées pour préserver la durabilité du programme. Le PAM concentrera son aide sur les entités nationales, à tous les niveaux, et renforcera leurs capacités de coordination, de gestion, de suivi, d'évaluation et de mobilisation des ressources nécessaires afin de faciliter la mise en œuvre d'un programme d'alimentation scolaire national durable.

63. En outre, le PAM facilitera le rétablissement du groupe de travail interministériel composé de représentants des ministères de l'éducation et des sciences, de la santé, de l'agriculture, des finances, du travail et des affaires sociales, et de l'administration territoriale. Ce groupe sera chargé de rédiger les directives sectorielles et de superviser la coordination et la mise en œuvre de la politique nationale d'alimentation scolaire.
64. Le PAM soutiendra les efforts consentis par le Gouvernement pour étoffer la base de données probantes relative à la sécurité alimentaire et à la nutrition, et s'attachera à combler le manque de données nécessaires à l'élaboration de politiques et de programmes solides et équitables. Dans le domaine de la nutrition, le PAM collaborera avec l'UNICEF et le Ministère de la santé pour réaliser des évaluations de la nutrition comportant systématiquement des analyses par sexe et par âge, lesquelles faciliteront l'élaboration de politiques et d'interventions ciblées portant notamment sur la lutte contre les carences en micronutriments et la promotion de l'allaitement maternel exclusif. Le PAM appuiera l'action menée au niveau national pour mieux sensibiliser la population aux avantages d'une alimentation saine et à la nécessité de limiter la consommation d'acides gras saturés ou trans, de sucres rapides et d'aliments à haute teneur en sel; il organisera à cet effet des campagnes concertées de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, mises au point en coordination avec le Gouvernement et les partenaires et dont la conception, la mise en œuvre et le suivi seront adaptés en fonction du sexe et de l'âge.
65. L'Arménie étant un pays sujet aux catastrophes et fortement exposé aux séismes, le PAM aidera le Gouvernement à améliorer les activités de préparation aux situations d'urgence; son action sera axée sur le renforcement des capacités et de la planification de la chaîne d'approvisionnement afin de garantir une capacité alimentaire suffisante en cas de catastrophe naturelle ou d'origine humaine.

### **3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait**

66. Le partenariat fructueux établi entre le PAM et le Gouvernement, grâce auquel le PAM a pu entamer un transfert progressif des responsabilités du programme d'alimentation scolaire, témoigne de la clarté et de la précision de la stratégie de transition du Bureau du PAM en Arménie, laquelle pourrait servir de modèle dans d'autres pays. Cette transition a pu s'amorcer grâce à la maîtrise du programme au niveau national et à l'attachement des autorités à garantir l'accès de tous à la nourriture, ainsi qu'à l'engagement de ressources financières spécifiques. Au cours du présent PSP, le PAM continuera de collaborer avec le Gouvernement et des partenaires nationaux et internationaux pour contribuer aux travaux de renforcement des capacités et parvenir à une nationalisation complète du programme d'alimentation scolaire d'ici à 2023. La progression de l'égalité des sexes sera également inscrite dans la stratégie de transition et de retrait car elle est nécessaire pour parvenir à une sécurité alimentaire et une bonne nutrition durables.
67. La réussite de cette stratégie passe par l'affectation de crédits budgétaires de l'État en faveur d'un programme d'alimentation scolaire durable et par l'appui financier de donateurs internationaux et privés. Le PAM aidera le Gouvernement à documenter le modèle novateur d'alimentation scolaire et à le mettre en valeur auprès d'autres gouvernements, en encourageant la coopération Sud-Sud et la mise en commun des meilleures pratiques pour que d'autres pays en bénéficient. Le passage à des activités de renforcement des capacités

dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la malnutrition et autres montre aussi que le PAM assume désormais un rôle de partenaire-conseil auprès du Gouvernement.

## 4. Modalités d'exécution

### 4.1 Analyse des bénéficiaires

68. Au titre de l'effet direct stratégique 1, le PAM fournira des repas scolaires quotidiens à 60 000 écoliers par an (28 200 filles et 31 800 garçons) dont le nombre ira en décroissant progressivement, à mesure que les écoles seront reprises par le Gouvernement, et ce jusqu'en 2023. Le PAM fournira des rations à emporter (en vivres ou sous forme de transferts de type monétaire) à 1 700 préposées aux cuisines (uniquement des femmes) et à leur famille, soit 6 800 personnes supplémentaires (2 712 femmes et 4 083 hommes); ce chiffre diminuera avec le temps, avec la prise en charge graduelle des activités par le Gouvernement. Des formations seront dispensées dans les écoles sur des sujets tels que les achats locaux, la sécurité sanitaire des aliments, la préparation des repas et la nutrition.
69. Dans les écoles bénéficiant de l'aide du PAM, le passage d'un modèle d'alimentation scolaire fondé sur une aide en nature à un modèle s'appuyant sur des transferts de type monétaire profitera aux producteurs locaux qui seront les principaux fournisseurs des écoles en produits alimentaires de base. Le PAM s'efforcera de mobiliser et de former des productrices et d'acheter leurs produits pour contribuer à leur autonomisation et à la parité.
70. Les activités de rénovation des écoles cibleront les écoles nécessitant des réparations, et ne concerneront pas seulement les écoles bénéficiant du programme d'alimentation scolaire du PAM. S'appuyant sur des évaluations menées en coordination avec le Gouvernement, la rénovation des écoles devrait prévoir des réparations de l'infrastructure (notamment pour assurer l'accessibilité) et la fourniture d'équipement de cuisine ainsi que l'aménagement de jardins et l'installation de serres et de panneaux solaires pour faciliter la mise en œuvre du modèle d'alimentation scolaire utilisant la production locale.
71. Le passage à ce type de programme d'alimentation scolaire permettra de créer des emplois pour les membres vulnérables des communautés. Le PAM plaidera pour que les femmes puissent travailler à la gestion de serres et des jardins, en sus de la préparation des repas scolaires, afin de contribuer à corriger les inégalités économiques.

<b>TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ (TOUTES LES ANNÉES)*</b>						
<b>Effet direct stratégique</b>	<b>Activité</b>	<b>Filles</b>	<b>Garçons</b>	<b>Femmes</b>	<b>Hommes</b>	<b>Total</b>
1	1	29 115	32 840	3 502	3 043	<b>68 500</b>
2	2	-	-	-	-	-
<b>Total</b>		<b>29 115</b>	<b>32 840</b>	<b>3 502</b>	<b>3 040</b>	<b>68 500</b>

\* Les filles et les garçons sont des bénéficiaires de moins de 18 ans.

### 4.2 Transferts

#### *Transferts de produits alimentaires et transferts de type monétaire*

72. Dans le cadre de ses activités d'alimentation scolaire, le PAM abandonnera progressivement l'aide en nature au profit d'un modèle décentralisé de transferts de type monétaire qui permettra aux écoles d'acheter des denrées auprès des producteurs locaux, et au bout du compte, facilitera la prise en charge par le Gouvernement. Les transferts de type monétaire

sont déjà en usage dans plusieurs écoles relevant du programme et il ressort des rapports de suivi que les repas servis dans ces écoles ont une meilleure valeur nutritionnelle et que les communautés locales en retirent plus d'avantages que ceux fondés sur l'aide en nature. La conception du modèle s'appuyant sur les transferts de type monétaire a été guidée par les informations obtenues des bénéficiaires, hommes et femmes.

73. La valeur du transfert monétaire correspondant aux repas a été fixée à 140 drams par enfant et par jour; cette somme est transférée aux écoles qui l'utilisent pour acheter les denrées auprès des producteurs locaux par le biais des dispositifs d'achat établis par le PAM. Les comités de parents d'élèves participent également au processus puisque ce sont eux qui établissent les menus et fournissent les aliments complémentaires pour optimiser la valeur nutritionnelle des repas.
74. Les contributions monétaires et en nature des parents renforcent leur participation aux repas et à la vie scolaires de leurs enfants, tout en renforçant la responsabilisation des écoles. D'après les rapports de suivi du PAM, environ 80 pour cent des parents contribuent chaque mois à hauteur de 20 pour cent du coût des repas.

<b>TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ</b>		
	<b>Effet direct stratégique 1</b>	
	<b>Activité 1</b>	
<b>Type de bénéficiaire</b>	<b>Écoliers</b>	<b>Personnel de cuisine et membres de leurs familles</b>
<b>Modalité</b>	<b>Produits alimentaires et transferts de type monétaire</b>	<b>Produits alimentaires et transferts de type monétaire</b>
Céréales	160	500
Légumes secs	15	30
Huile	10	30
Sel	-	-
Sucre	-	-
SuperCereal	-	-
SuperCereal Plus	-	-
Micronutriments en poudre	-	-
Total kcal/jour	586	2 188
% kcal d'origine protéique	9	10,9
Transferts de type monétaire (dollar/personne/jour)	0,25	0,3
Nombre de jours d'alimentation par an	180	180

<b>TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR</b>		
<b>Produits alimentaires/ transferts de type monétaire</b>	<b>Total (tonnes)</b>	<b>Total (dollars)</b>
Céréales	5 371	2 564 507
Légumes secs	447	257 954
Huile et matières grasses	332	567 258
<b>Total (produits alimentaires)</b>	<b>6 150</b>	<b>3 389 719</b>
Transferts de type monétaire et bons		1 891 579
<b>Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)</b>	<b>6 150</b>	<b>5 281 298</b>

### ***Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud***

75. Avec le transfert du programme d'alimentation scolaire, le PAM contribuera à des activités de renforcement des capacités allant au-delà de l'alimentation scolaire, et aidera les entités nationales participant aux interventions de nutrition et de préparation aux situations d'urgence aux niveaux stratégique et opérationnel. S'agissant de la nutrition, le PAM contribuera à des activités de renforcement des capacités qui permettront au Gouvernement de lancer à l'échelon national des programmes d'éducation nutritionnelle tenant compte de la problématique femmes-hommes et des campagnes de communication visant à faire évoluer la société et les comportements. Le renforcement des capacités de préparation aux catastrophes sera axé sur les chaînes d'approvisionnement pour assurer la sécurité alimentaire et une réaction rapide en cas d'urgence, notamment en faisant en sorte que le pays dispose à tout moment de réserves suffisantes de denrées de base.
76. Comme le modèle d'alimentation scolaire mis en œuvre en Arménie illustre la réussite du partenariat et de la collaboration entre le PAM et le Gouvernement, il pourrait faire l'objet d'une excellente étude de cas à partager avec d'autres pays de la région et dans le monde. Le PAM aidera le Gouvernement à faire connaître ce modèle d'alimentation scolaire dans le cadre de la coopération Sud-Sud, et plus particulièrement dans les pays de la région.

### **4.3 Chaîne d'approvisionnement**

77. L'Arménie est un pays enclavé dont les frontières avec la Turquie et l'Azerbaïdjan sont fermées depuis 1991, ce qui restreint le nombre de couloirs d'approvisionnement disponibles. La majeure partie des denrées importées, notamment celles de la communauté internationale – Europe et Fédération de Russie essentiellement – sont acheminées par le couloir septentrional via le port de Poti, en Géorgie.
78. Le PAM achète des produits alimentaires à la Fédération de Russie ou localement aux conditions DAP (rendues au lieu de destination) selon lesquelles les fournisseurs livrent les denrées directement aux entrepôts du PAM en Arménie. Le bureau du PAM est chargé de l'entreposage et de la livraison périodique (quatre ou cinq fois par an) des produits aux écoles bénéficiant de l'aide du PAM et suivant le modèle fondé sur l'aide en nature. Le transport des vivres est assuré par des sociétés commerciales sélectionnées au moyen d'une procédure transparente d'appel d'offres. Les coûts de transport interne, d'entreposage et de manutention sont pris en charge par le gouvernement hôte. De manière générale, la stratégie de la chaîne d'approvisionnement a été conçue pour éviter tout frais additionnel d'entreposage tout en conservant des stocks équivalents à deux ou trois mois d'activités au moins.

79. Le passage aux transferts de type monétaire s'appuie sur des évaluations sectorielles, notamment des évaluations des marchés et des évaluations des capacités des détaillants. L'aide monétaire est virée sur le compte en banque que détient chaque école et qui a été ouvert spécialement pour accueillir les transferts du PAM. Celui-ci a élaboré et organisé des séances de formation sur les achats, la manutention et la sécurité sanitaire des aliments à l'intention des responsables des écoles qui vont gérer les transferts. Le PAM a défini un assortiment alimentaire de 20 denrées (dont 12 sont produites localement) pour diversifier les menus scolaires et faciliter le processus d'achat pour les écoles. Les évaluations des commerces de détail et les activités de renforcement des capacités continueront d'accompagner la montée en puissance des transferts de type monétaire dans les écoles bénéficiant de l'aide du PAM en Arménie.

#### **4.4 Partenariats**

80. Les principaux partenaires du PAM en Arménie sont le Gouvernement arménien, les organismes des Nations Unies, les partenaires du développement et les organisations de la société civile. Le partenariat dynamique visant des domaines techniques et de renforcement des capacités noué avec Social and Industrial Foodservice Institute, le plus grand partenaire d'exécution du PAM, a contribué au succès du programme d'alimentation scolaire depuis son lancement en 2010.
81. Les relations du Bureau du PAM en Arménie avec le Gouvernement sont restées solides au fil des ans; le PAM travaille plus particulièrement avec le Ministère de l'éducation et des sciences mais il collabore aussi avec d'autres partenaires clés au sein du Gouvernement tels que le Ministère de la santé, le Ministère du travail et des affaires sociales, le Ministère de l'agriculture, le Ministère de l'aménagement du territoire et du développement et du développement et le Ministère des situations d'urgence sur les questions relatives à l'alimentation scolaire, la sécurité alimentaire, la malnutrition et la préparation aux situations d'urgence, en mettant l'accent sur les questions transversales – telles que les approches visant à faire évoluer les relations entre les sexes et la protection de l'environnement – et leurs interdépendances.
82. Le Gouvernement et le PAM faciliteront l'établissement d'un groupe de travail interministériel composé de représentants des ministères de l'éducation, de la santé, de l'agriculture, des affaires sociales et de l'administration territoriale. Ce groupe de travail sera l'organe national chargé de déterminer les principes directeurs et l'orientation stratégique du programme national d'alimentation scolaire; il supervisera les travaux de l'institution nationale mandatée et responsable de la mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire.
83. Le PAM entretient des relations solides avec d'autres organismes des Nations Unies, notamment la Banque mondiale, l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le PNUD et la FAO, dont les activités sont complémentaires dans les domaines de l'agriculture, de la nutrition, de la protection sociale et de l'éducation. Le PAM renforcera ses partenariats opérationnels avec des organisations de la société civile, en misant sur les synergies et en maximisant l'impact de son action dans le domaine de la rénovation de l'infrastructure scolaire; il collaborera également avec le Groupe thématique des Nations Unies sur l'égalité des sexes ainsi qu'avec le Groupe thématique élargi pour tirer parti des synergies en vue de parvenir à l'égalité entre les sexes. Le PAM poursuivra son partenariat avec les organisations représentant la diaspora arménienne, notamment le Fonds de secours arménien et le Fonds pour les enfants d'Arménie, et se concertera avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés sur les questions relatives aux réfugiés, aux demandeurs d'asile et aux populations déplacées. Le Bureau du PAM en Arménie a établi de nombreux partenariats avec le secteur

privé et les milieux universitaires, notamment avec l'IFPRI et le Centre de ressources et de recherche du Caucase.

## **5. Gestion de la performance et évaluation**

### **5.1 Modalités de suivi et d'évaluation**

84. Le Bureau du PAM en Arménie a renforcé son système de suivi et d'évaluation conformément aux recommandations issues de l'évaluation externe du projet de développement 200128. Des améliorations ultérieures ont été apportées dans le domaine de l'information, au niveau de la ponctualité, de l'exactitude et de l'établissement des rapports. Des activités régulières de suivi des produits et des processus effectuées en interne et complétées par une enquête annuelle de suivi des effets directs tenant compte de la problématique femmes-hommes menée en externe, continueront de guider les activités du PAM et contribueront à veiller à ce que les cibles soient atteintes. Le bureau de pays collectera les données de référence pour les nouveaux indicateurs, veillera si possible à ce qu'elles soient ventilées par sexe et par âge et effectuera des analyses différenciées par sexe. Le bureau, se fondant sur les directives institutionnelles et les meilleures pratiques, s'efforcera plus particulièrement d'améliorer le comptage des bénéficiaires et les mécanismes de remontée de l'information pour assurer qu'ils sont accessibles à tous en toute sécurité.
85. Tirant parti des enseignements de l'expérience, le PAM a mis au point un plan détaillé de suivi, d'examen et d'évaluation du PSP tenant compte de la problématique femmes-hommes qui est conforme au Cadre de résultats institutionnels du PAM et intègre des liens avec les cibles des ODD. Dans le prolongement de l'engagement qu'il a pris de renforcer les capacités de ses partenaires nationaux, le PAM participera à l'établissement de dispositifs nationaux de suivi et d'évaluation qui soient efficaces et tiennent compte de la problématique femmes-hommes. En coordination avec le Gouvernement arménien, la Commission de statistique et les ministères chargés de l'exécution, des mécanismes de suivi conjoint seront mis au point en collaboration avec les ministères concernés et les partenaires nationaux pour faciliter le transfert de connaissances en matière de collecte des données et de techniques d'analyse.
86. Une évaluation décentralisée sera réalisée à la demande du Bureau du PAM en Arménie, en collaboration avec l'IFPRI et avec le soutien financier du PAM; elle étudiera l'impact du programme de repas scolaires sur l'acquisition des connaissances et aidera le Gouvernement à renforcer la conception et la mise en œuvre du programme national d'alimentation scolaire. Le bureau de pays effectuera un examen à mi-parcours en 2021 et le Bureau de l'évaluation du PAM conduira une évaluation du PSP en 2023. Le PAM réalisera d'autres évaluations pour mesurer l'impact des initiatives pilotes, telles que celles envisagées avec les petits producteurs, afin de guider la conception future de ces activités et en faciliter la montée en puissance ou la réduction.

### **5.2 Gestion des risques**

#### ***Risques stratégiques***

87. L'Arménie est un pays exposé aux catastrophes naturelles, et plus particulièrement aux tremblements de terre puisqu'il se situe dans une zone fortement sismique, ainsi qu'à des déplacements de population massifs. Face à ces risques, les systèmes nationaux de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise doivent être bien équipés pour faire face efficacement aux problèmes de sécurité alimentaire, de logistique et de communication qui peuvent surgir lors d'une crise. Le Bureau du PAM en Arménie appuiera l'action menée par le Gouvernement dans le domaine de la préparation aux situations d'urgence pour assurer qu'en cas de crise, les populations vulnérables reçoivent



suffisamment de nourriture, et que les besoins spécifiques des hommes, des femmes, des filles et des garçons soient pris en compte.

88. Les inégalités structurelles entre les sexes et les normes et pratiques socioculturelles discriminatoires qui prévalent en Arménie pourraient compromettre la mise en œuvre du PSP. Le PAM appliquera donc à ses programmes une approche visant à faire évoluer les relations entre les sexes et renforcera à cet effet les compétences de ses homologues et partenaires gouvernementaux dans le domaine de la problématique femmes-hommes.

### **Risques opérationnels**

89. Le transfert des activités d'alimentation scolaire au Gouvernement exige une planification adéquate de la part du PAM, s'agissant notamment du suivi et de l'évaluation des initiatives pilotes à réaliser pour maintenir la qualité et faciliter une transition sans heurt. Le PAM collaborera avec ses partenaires pour mettre en œuvre les activités en temps voulu et renforcer les capacités en vue d'aider les écoles et les communautés à gérer le programme, y compris les nouvelles composantes au stade expérimental. Des politiques et des dispositions législatives devront également être mises au point pour garantir les financements nécessaires et ménager un environnement qui préserve de la pérennité des programmes.
90. L'inflation sur les marchés locaux pourrait entraîner des hausses de prix et réduire le pouvoir d'achat des bénéficiaires des transferts de type monétaire. Le PAM continuera de surveiller les variations des cours du marché et l'inflation afin qu'elles ne compromettent pas la sécurité alimentaire des bénéficiaires.

## **6. Des ressources axées sur les résultats**

### **6.1 Budget de portefeuille de pays**

Effet direct stratégique	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Total
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
1	2 579 525	4 467 079	4 230 648	4 075 277	3 541 426	1 390 921	<b>20 284 875</b>
2	784 785	1 630 836	1 611 282	1 445 862	1 353 620	816 937	<b>7 643 321</b>
<b>Total</b>	<b>3 364 310</b>	<b>6 097 915</b>	<b>5 841 930</b>	<b>5 521 139</b>	<b>4 895 045</b>	<b>2 207 858</b>	<b>27 928 197</b>

91. La majeure partie des crédits budgétaires du PSP sont consacrés à l'effet direct stratégique 1, au titre duquel le PAM mettra en œuvre diverses activités pour soutenir le programme d'alimentation scolaire. À mesure que les écoles passeront sous la gestion du Gouvernement, les besoins budgétaires diminueront. Les activités de renforcement des capacités prévues dans le cadre de l'effet direct stratégique 2 auront différents calendriers de mise en œuvre et feront l'objet d'affectations de ressources et de dépenses diverses. Ces dernières diminueront progressivement à mesure que le Gouvernement prendra à sa charge l'investissement dans ce domaine.

## **6.2 Perspectives de financement**

92. Le Bureau du PAM en Arménie a reçu de généreuses contributions multilatérales pluriannuelles de la Fédération de Russie et s'efforcera de faire en sorte que ces financements se poursuivent ces prochaines années afin de couvrir la plupart des besoins au titre de l'effet direct stratégique 1 et une partie de ceux relevant de l'effet direct stratégique 2. Le Bureau du PAM en Arménie est résolu à affecter des ressources suffisantes aux activités qui contribuent à faire progresser l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes.

## **6.3 Stratégie de mobilisation des ressources**

93. Le Bureau du PAM en Arménie continuera de solliciter l'appui de la Fédération de Russie et élaborera des approches à court et à long termes pour l'établissement de partenariats stratégiques et complémentaires avec d'autres donateurs internationaux, le secteur privé, la diaspora arménienne et d'autres organismes des Nations Unies en vue d'obtenir les financements restants nécessaires au PSP.
94. Des initiatives conjointes et complémentaires seront mises au point et utilisées pour soutenir les efforts de mobilisation des ressources, avec notamment l'établissement des propositions de financement triangulaire par le PAM, la Banque mondiale et le Gouvernement arménien.
95. Les communautés et les organisations de la diaspora arménienne sont des acteurs de plus en plus importants du développement de l'Arménie. La volonté de la diaspora de contribuer au développement du pays s'est accrue depuis les changements politiques intervenus récemment. Le Bureau du PAM en Arménie considère la diaspora comme un partenaire doté d'un potentiel durable et il s'attachera à engager le dialogue et à établir des partenariats avec elle – qu'il s'agisse de ses organisations humanitaires à but non lucratif ou de ses sociétés ou fondations privées.

## ANNEXE I

### CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR L'ARMÉNIE (2019-2024)

**But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**

**Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation**

**Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture**

**Effet direct stratégique 1: Les populations vulnérables en Arménie, notamment les écoliers, ont accès à une nourriture suffisante et nutritive toute l'année**

Catégorie d'effet direct correspondante: Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Tient compte de la nutrition

Domaine d'action privilégié: causes profondes

#### Hypothèses

Le budget de l'État comprend le financement du programme national d'alimentation scolaire

#### Indicateurs d'effet direct

Stratégie de transfert des responsabilités élaborée et mise en œuvre [1= non achevée; 2= partiellement achevée; 3= achevée]

Taux de poursuite des études/taux d'abandon des études (nouveau)

Capacité nationale de mener des programmes d'alimentation scolaire utilisant la méthode SABER (nouveau)

## Activités et produits

### 1. Renforcer et compléter le programme national d'alimentation scolaire pour faciliter le transfert des responsabilités au Gouvernement (Repas scolaires)

Les communautés bénéficient d'un programme national amélioré d'alimentation scolaire comprenant des activités d'éducation nutritionnelle, et peuvent ainsi subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les communautés, et notamment les petits exploitants, bénéficient des efforts conjugués consentis pour associer la production locale à la fourniture des repas scolaires afin d'améliorer leurs revenus (D: Actifs créés)

Les communautés, et notamment les petits exploitants, bénéficient des efforts conjugués consentis pour associer la production locale à la fourniture des repas scolaires afin d'améliorer leurs revenus (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

Les écoliers profitent d'infrastructures et d'équipements scolaires rénovés, notamment les cuisines, et la distribution des repas scolaires s'en trouve améliorée (N\*: Alimentation scolaire assurée)

Les écoliers des zones ciblées reçoivent un repas nutritif, chaud et varié tous les jours où ils vont en classe, ce qui leur permet de pourvoir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (A: Ressources transférées)

Les écoliers des zones ciblées reçoivent un repas nutritif, chaud et varié tous les jours où ils vont en classe, ce qui leur permet de pourvoir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (N\*: Alimentation scolaire assurée)

### But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

#### Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

#### Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD

#### Effet direct stratégique 2: D'ici à 2024, les politiques, programmes et systèmes nationaux sont renforcés et améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition des groupes ciblés

Catégorie d'effet direct correspondante: Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: causes profondes

## Hypothèses

Collaboration étroite avec les parties prenantes nationales

## Indicateurs d'effet direct

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités (nouveau)

## Activités et produits

### **2. Apporter un appui technique aux institutions nationales pour générer une base de données probantes et éclairer les politiques, les stratégies et les systèmes visant à lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition en Arménie (Renforcement des capacités institutionnelles)**

Les communautés sont sensibilisées à l'importance d'une alimentation saine, nutritive et variée et adaptent leur consommation en conséquence (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

Les institutions nationales ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre un programme national complet d'alimentation scolaire à dimension nutritionnelle (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les institutions nationales ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre un programme national complet d'alimentation scolaire à dimension nutritionnelle (I: Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre)

Les communautés vulnérables bénéficient d'investissements destinés à améliorer les capacités des systèmes locaux en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de catastrophe (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les communautés vulnérables bénéficient d'investissements destinés à améliorer les capacités des systèmes locaux en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de catastrophe (I: Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre)

Les groupes vulnérables bénéficient de systèmes nationaux de protection sociale améliorés et de politiques cohérentes qui leur permettent de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels (K: Partenariats appuyés)

**But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro****C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Résultats transversaux**

C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2 Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

**C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM****Résultats transversaux**

C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2. Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3 Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

## ANNEXE II

<b>VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (<i>en dollars</i>)</b>			
	<b>Résultat stratégique 1</b>	<b>Résultat stratégique 5</b>	<b>Total</b>
	<b>Effet direct stratégique 1</b>	<b>Effet direct stratégique 2</b>	
Transfert	13 588 973	4 835 437	<b>18 424 410</b>
Mise en œuvre	3 313 238	1 511 897	<b>4 825 135</b>
Coûts d'appui directs ajustés	2 144 621	829 494	<b>2 974 115</b>
<b>Total partiel</b>	<b>19 046 831</b>	<b>7 176 828</b>	<b>26 223 659</b>
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	1 238 044	466 494	<b>1 704 538</b>
<b>Total</b>	<b>20 284 875</b>	<b>7 643 321</b>	<b>27 928 197</b>

**Liste des sigles utilisés dans le présent document**

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IFPRI	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires
ODD	objectif de développement durable
PIB	produit intérieur brut
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance